

## "Le projet d'adhésion rencontre en Norvège une résistance non négligeable" dans Le Monde diplomatique

**Légende:** En septembre 1970, le mensuel français Le Monde diplomatique décrit les enjeux et la portée historique d'une éventuelle adhésion de la Norvège aux Communautés européennes.

**Source:** Le Monde diplomatique. dir. de publ. FAUVET, Jacques ; Réd. Chef HONTI, François. Septembre 1970, n° 198. Paris.

**Copyright:** (c) Le Monde Diplomatique

**URL:**

[http://www.cvce.eu/obj/"le\\_projet\\_d\\_adhesion\\_rencontre\\_en\\_norvege\\_une\\_resistance\\_non\\_negligeable"\\_dans\\_le\\_monde\\_diplomatique-fr-cb9c9d30-a8a6-408f-8b5e-9e039d5c127c.html](http://www.cvce.eu/obj/)

**Date de dernière mise à jour:** 17/09/2012

## Le projet d'adhésion rencontre en Norvège une résistance non négligeable

*L'adhésion éventuelle au Marché commun est considérée en Norvège comme un événement historique que l'on peut comparer à la rupture avec la Suède en 1905 et à la décision de renoncer à la neutralité pour entrer dans l'alliance atlantique en 1949. On prend donc l'affaire très au sérieux. On prévoit même de recourir au référendum quand les négociations avec la Communauté économique européenne seront terminées. Dans les discussions qui se poursuivent sur le sujet, les anciennes tendances à la neutralité s'opposent aux idées plus récentes sur le rôle plus actif que le pays pourrait jouer dans les affaires européennes.*

Au Parlement, il y a une forte majorité en faveur de la négociation; on rencontre les mêmes dispositions dans les milieux industriels. Les deux plus grands partis, les socialistes et les conservateurs sont acquis au projet. Il serait toutefois exagéré de dire qu'il soulève un grand enthousiasme. Des réserves sont formulées de plusieurs côtés, et la résistance ouverte n'est pas négligeable non plus. Il y a des raisons historiques à cela.

L'orientation extérieure de la Norvège a profondément changé à la suite de la dernière guerre mondiale. L'attitude traditionnelle de neutralité et de méfiance envers les grandes puissances fut brutalement renversée par l'invasion allemande en 1940. Jusqu'à la dernière minute le gouvernement social-démocrate avait refusé de croire à une intervention étrangère. La politique de neutralité avait tourné en une obsession sans réalisme.

L'expérience a démontré qu'étant donnée sa situation géographique, le pays ne pouvait pas se tenir à l'écart des grandes puissances, et il n'avait d'autre choix que de s'allier aux démocraties occidentales.

Depuis longtemps, les relations commerciales et humaines avec les Etats-Unis et l'Angleterre étaient étroites. Pays maritime, la Norvège est tournée vers le large et se sent plus près de ces deux Etats que de ceux du continent européen. La guerre a renforcé le sentiment de solidarité avec les puissances atlantiques.

### **Une nouvelle orientation**

Lorsque, à Londres, le gouvernement en exil a défini la politique étrangère de l'après-guerre, il a formellement déclaré que la place naturelle de la Norvège était parmi les nations atlantiques et qu'il fallait, par conséquent, approfondir la coopération avec elles.

Après la guerre, on notait un certain retour à la vieille tendance neutraliste. On espérait alors que l'ONU pourrait garantir la sécurité des petites nations, et une politique favorisant la coopération entre l'Est et l'Ouest apparaissait comme répondant mieux aux intérêts norvégiens.

C'est le « coup de Prague » qui, en 1948, réveilla brusquement l'opinion. Pour se mettre à l'abri d'une nouvelle agression, le gouvernement résolut d'entrer à l'OTAN. Cette décision ne fut pas prise de gaieté de cœur car elle était contraire à la répugnance traditionnelle des Norvégiens à se solidariser avec un bloc de puissances contre un autre. Mais on n'avait guère le choix et l'on voyait dans cette alliance surtout un cadre permettant de se lier davantage à l'Angleterre et aux Etats-Unis; quant aux autres membres de l'alliance, on fermait les yeux devant le fait que les traditions démocratiques de certains d'entre eux n'étaient pas très solides.

Cette façon de voir expliquait pourquoi la Norvège n'envisageait même pas de participer à la coopération économique qui s'ébauchait sur le continent dans les années 50. Elle se trouvait aux côtés de l'Angleterre, à laquelle l'attachaient ses intérêts politiques et commerciaux. L'idée européenne n'était pas comprise en Norvège. Le ministre des affaires étrangères de ce temps, M. Halvard Lange, qui avait réussi à tirer le pays de sa neutralité et de son isolationnisme pour le faire entrer dans l'alliance atlantique, regardait les efforts d'unification européenne avec une certaine prudence. Il préférerait à cette conception celle d'une communauté atlantique.

Dès que la détente en Europe sembla rendre l'OTAN moins nécessaire et que la guerre au Vietnam éloigna les Etats-Unis de l'Europe, les tendances neutralistes réapparurent. On se disait que l'U.R.S.S., devenant

moins agressive, la Norvège pourrait peut-être reprendre sa position antérieure en dehors des blocs, y compris la C.E.E. L'invasion soviétique de la Tchécoslovaquie a eu pour effet de freiner ce courant depuis 1968.

Quand la Grande-Bretagne, en 1962, posa sa candidature au Marché commun, la Norvège se décida aussitôt à la suivre, mais sans empressement. C'était une nécessité pour des raisons commerciales et économiques.

Cependant, une forte résistance se manifesta en même temps. On assista à des discussions passionnées dans tout le pays. Beaucoup redoutaient les influences culturelles et politiques qui s'exerceraient dans le cadre européen. Les Norvégiens sont fort satisfaits de leurs réalisations et notamment de leurs institutions politiques; ils se méfient de tout ce qui en diffère. Le plus hostile à l'adhésion était le parti agraire; il souhaitait une simple association.

### **De sérieuses réserves**

Le problème se présente à peu près de la même façon aujourd'hui. Les Norvégiens ne sont pas devenus plus européens au cours des dernières années qu'ils ne l'étaient auparavant. Comme les arguments économiques pèsent moins qu'en 1962 — le pays a bien réussi en dehors du Marché commun — les sentiments isolationnistes s'affirment encore plus nettement. Toutes les organisations politiques de jeunesse — sauf celle du parti conservateur, qui est la plus importante — se prononcent contre la C.E.E. Ils préfèrent une orientation « globale », politiquement et commercialement. De plus l'Europe occidentale, ancien centre colonialiste, ne les attire guère.

Dans le gouvernement, quatre ou cinq ministres se sont montrés réticents à l'égard du projet d'adhésion. Le premier ministre, M. Per Borten — lui-même agrarien, — avait en 1962 voté pour une association avec la C.E.E. Il ne cache pas, aujourd'hui, sa réserve envers l'idée européenne. Il a laissé entendre dans une récente interview qu'il ne faisait pas confiance à l'« énorme bureaucratie » de Bruxelles et qu'il avait peur de « l'autoritarisme de la commission ». Il exige des exceptions permanentes pour l'agriculture norvégienne dans la C.E.E. et se déclare hostile à l'unification politique proposée par le comité Davignon; il n'entend pas aller au-delà d'une coopération.

Pour la coalition gouvernementale composée de quatre partis de droite et du centre, qui a succédé au régime socialiste en 1965, l'adhésion au Marché commun pose un problème grave. Seules des conditions avantageuses pour l'agriculture pourraient faire accepter par les agrariens l'entrée à la C.E.E. Or sans eux le gouvernement devient minoritaire. En revanche, l'opposition, c'est-à-dire le parti socialiste, y est nettement favorable.

Pendant un certain temps la discussion sur ce sujet fut très confuse à cause du projet de Nordek — une union douanière nordique lancée par le Danemark il y a deux ans avant le départ du général de Gaulle — et de la nouvelle ouverture de la C.E.E. à la candidature britannique. La coopération nordique reposait évidemment sur de longues traditions dans tous les domaines. Mais l'idée d'une union douanière se présentait comme une alternative au Marché commun et était généralement considérée comme telle. La Finlande, on le sait, a finalement décidé de ne pas adhérer à cette union, ce qui l'a fait échouer. Il est désormais très difficile aux opposants au Marché commun en Norvège d'offrir une solution de rechange; la solidarité scandinave porte toutefois les Norvégiens à préconiser une concertation nordique face à la C.E.E. et surtout à refuser de laisser ériger, de nouveau, des frontières douanières entre pays nordiques du fait que certains d'entre eux ne deviendront pas membres de cette organisation.

En conclusion, on peut dire que la Norvège adhèrera à la C.E.E. si l'Angleterre y adhère, si la coopération nordique peut être sauvegardée et si l'agriculture norvégienne ne risque pas d'être écrasée.